

Index AI : PRE01/110/2011
04 March 2011

Côte d'Ivoire. Les coupures d'eau et d'électricité aggravent la crise humanitaire

Amnesty International met en garde contre une aggravation de la crise humanitaire suite à la coupure de l'approvisionnement en eau et en électricité dans une grande partie du pays depuis le début de cette semaine.

Dans les zones Centre, Nord et Ouest du pays, les conditions d'assainissement sont déplorables et les services médicaux souffrent de graves perturbations, selon des témoins oculaires et des informations recueillies par Amnesty International.

Le 3 mars 2011, la Compagnie ivoirienne d'électricité a nié toute responsabilité dans la coupure de courant qui a commencé le 28 février. Cette entreprise a précisé que des agents de l'administration (loyale au président sortant Laurent Gbagbo) avaient coupé l'électricité « *pour des raisons de sécurité nationale* ».

Les zones affectées par ces coupures sont principalement contrôlées par les forces qui soutiennent Alassane Ouattara, internationalement reconnu comme le vainqueur de l'élection présidentielle de novembre 2010.

« Le président sortant, Laurent Gbagbo, doit immédiatement ordonner le rétablissement de l'approvisionnement en eau et en électricité dans ces zones », a dit Gaëtan Mootoo, chercheur sur l'Afrique de l'Ouest à Amnesty International.

« Tout le système sanitaire dans ces zones est affecté par ces coupures qui empêchent le personnel médical d'effectuer son travail ce qui pourrait entraîner une propagation de maladies », a ajouté Gaëtan Mootoo.

Un responsable du personnel médical à Man, une ville de l'ouest du pays, a dit à Amnesty International : « Il est quasiment impossible de pratiquer des interventions chirurgicales car nous n'avons qu'un seul groupe électrogène. Nous manquons de carburant. Cela aura des conséquences dramatiques pour les personnes qui nécessitent des soins urgents. Cela est particulièrement vrai pour les femmes enceintes qui ont besoin de soins obstétricaux d'urgence tels que les césariennes ».

La situation s'aggrave à Bouaké, la deuxième plus grande ville, située dans le nord du pays.

Un responsable du personnel médical travaillant dans cette ville a précisé à Amnesty International : « *Comme nous n'avons pas d'électricité, nous ne pouvons pas recevoir les personnes qui ont besoin de soins urgents pendant la nuit car nous n'avons que des torches. Les malades ne peuvent pas se laver ni aller aux toilettes dans des conditions d'hygiène adéquates* ».

Les coupures affectent également des zones contrôlées par les autorités loyales à Laurent Gbagbo dans

l'Ouest du pays.

Dans la ville de Duékoué, un travailleur social a dit à Amnesty International : « Toutes les installations sanitaires sont bloquées. Les populations vont maintenant chercher de l'eau dans des puits, des marigots et des rivières où l'eau n'est pas potable. Cela pourrait entraîner une propagation d'épidémies telles que le choléra. »

Un docteur à Duékoué a dit, aujourd'hui, à Amnesty International que le personnel médical ne pouvait travailler qu'à la lumière du jour.

Les violences ont récemment repris en Côte d'Ivoire à la suite de l'élection présidentielle controversée de novembre 2010. Le candidat de l'opposition, Alassane Ouattara, a été internationalement reconnu comme le vainqueur de ce scrutin mais le président sortant Laurent Gbagbo refuse de quitter le pouvoir.

« L'administration de Laurent Gbagbo viole de manière flagrante le droit à l'eau et à des services d'assainissement adéquats tels que consacrés par le droit international. Le gouvernement est tenu d'assurer un accès permanent à l'eau et veiller à ce que le droit à la santé et le droit à un logement adéquat ne soient pas menacés par des coupures de courant », a dit Gaëtan Mootoo.

Au cours de la dernière semaine, la situation s'est encore détériorée dans plusieurs régions du pays et notamment à Abidjan où des dizaines de milliers de personnes ont été contraintes de fuir les affrontements violents qui ont opposé des commandos armés et des membres des forces de sécurité loyales au Président sortant Laurent Gbagbo.

Amnesty International a envoyé une mission de quatre semaines en Côte d'Ivoire en janvier et février 2011 qui a enquêté sur des violations et atteintes aux droits humains, commises à la fois par les forces fidèles à Laurent Gbagbo et par les Forces nouvelles.

Ces violations incluaient des exécutions extrajudiciaires, des mauvais traitements, des détentions arbitraires, des disparitions forcées et des violences sexuelles y compris des viols.